UNITED
NATIONS

A

General Assembly

Distr.
GENERAL

A/AC.241/30/Add.1
5 December 1994

ENGLISH/FRENCH/SPANISH ONLY

INTERGOVERNMENTAL NEGOTIATING COMMITTEE FOR
THE ELABORATION OF AN INTERNATIONAL CONVENTION
TO COMBAT DESERTIFICATION IN THOSE COUNTRIES
EXPERIENCING SERIOUS DROUGHT AND/OR
DESERTIFICATION, PARTICULARLY IN AFRICA
Sixth Session
New York, 9-20 January 1995
Agenda item 2

WORK PROGRAMME FOR THE INTERIM PERIOD

Compilation of information on implementation of the resolution on urgent measures in Africa

Note by the Secretariat

Page

II. EXTRACTS OF STATEMENTS

A. African countries and organizations 2
B. Developed countries and organizations 9
C. Latin American and Asian countries 15
D. International organizations 19

GE.94-65029

A. African countries and organizations

Algeria

1. Très tôt et prenant conscience des effets ravageurs du processus de désertification, l'Algérie a lancé un programme hardie destiné à enrayer ce fléau... Les actions envisagées nécessitaient forcément la mobilisation de moyens humains, matériels et surtout financiers conséquents afin de contribuer au développement des zones concernées et de léguer aux générations futures un patrimoine naturel et sain.

Angola

2. La fragilité de cette zone est un motif de préoccupation des autorités qui prétendent lancer le programme de gestion qui puisse mettre fin à la sévère dégradation de quelques-uns de leurs écosystèmes, empêcher la progression galopante du désert de Namibie, créer des conditions pour le déplacement progressif de leurs habitants, prévoir et surveiller les investissements dans la zone ainsi que récupérer quelques uns des écosystèmes dégradés.

Bénin

3. Ma délégation voudrait également se faire, d'une part, l'écho de la déclaration publiée à New York, le 29 septembre 1994, par la Réunion Extraordinaire des Ministres des Affaires Etrangères de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) et, d'autres part, de celle des Ministres des Affaires Etrangères du Groupe des 77 et de la Chine, rendue publique, le 30 septembre 1994, demandant à tous les Etats non seulement de hâter la ratification de la Convention, mais aussi de fournir les moyens et ressources nécessaires pour sa mise en oeuvre effective... Le Bénin attend avec beaucoup d'espoir la mise en oeuvre des mesures prévues pour permettre des actions spéciales applicables provisoirement à la situation qui prévaut en Afrique, et ce, avant l'entrée en vigueur de la Convention.

Botswana

4. The recommendations of the Rio Summit and now the Convention to Combat Drought and Desertification will complement the existing national efforts to address these environmental issues. For instance, Botswana has prepared an Action Plan for the Boteti Area - central part of the country with the financial assistance of the Intergovernmental Negotiating Committee of this Convention.

National efforts to combat desertification become meaningless if regional cooperation is lacking. In this context, Botswana has started to consult her neighbours to prepare the Kgalagadi/Namib Action Plan to combat desertification. The Southern African Development Community (SADC), which is a subregional body, can also be used to foster this kind of cooperation... It is hoped that this Plan which includes Angola, Namibia, Botswana, Zambia and Zimbabwe will in the foreseeable future welcome South Africa.

Burkina Faso

5. Mais auparavant ou parallèlement il s'agit de réussir la période transitoire en traduisant dans les faits les mesures urgentes prises en faveur de l'Afrique et qui constituent le premier test vivant de l'opérationnalité de notre Convention.

A cette fin le continent africain sera certainement prêt à l'important rendez-vous de la 6eme session de Janvier 1995 à New York. Nous fondons le même espoir pour ce qui concerne la mobilisation suffisante des moyens de mise en oeuvre afin que cette prochaine rencontre soit le point de départ de l'effectivité de nos différents engagements librement acceptés.

Cap Vert

6. Il me plaît de porter à votre connaissance qu'une concertation des Ministres chargés de l'Environnement des pays membres du CILSS a déjà eu lieu pour tracer les directives pour l'élaboration des programmes d'action nationaux et du programme régional/CILSS, celui-ci élargi à d'autres pays de la sous-région Ouest Africaine... L'effort en cours, soit au Cap Vert soit dans les autres pays membres du CILSS, pour une meilleure utilisation du contenu de notre Convention, concerne la création des mécanismes de décentralisation, de participation des populations, communautés et entités diverses, la coordination des actions à mettre en oeuvre et la coopération à plusieurs niveaux.

Cameroun

7. La reconnaissance de la dimension mondiale de la désertification et de la sécheresse, la priorité reconnue à l'Afrique dans la lutte contre la désertification, consignées dans la résolution 47/188 de l'Assemblé générale de l'ONU et réaffirmée avec force dans la Convention à travers l'adoption d'une annexe opérationnelle pour sa mise en oeuvre dans notre région, tout en tenant compte de la spécificité des autres régions, l'engagement des pays africains à assumer pleinement leurs responsabilités, l'engagement des pays industrialisés et des donateurs à mobiliser davantage de ressources pour lutter contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse, le contenu des divers programmes d'action, l'approche nouvelle en matière de technologie, de recherche et d'information tendant à valoriser les savoir faire et les techniques locales tout en consignant pour la première fois cette vérité selon laquelle la technologie ne se donne pas, mais s'acquiert et s'adapte, la préférence reconnue pour l'utilisation de l'expertise locale et la construction ou le renforcement des capacités selon le cas, tout cela et bien d'autres éléments encore, font de cette Convention internationale un véritable nouveau modèle de coopération et de partenariat entre le nord et le sud.

Côte d'Ivoire

8. La prise de conscience du danger potentiel de désertification a conduit le Gouvernement à engager des actions pour réhabiliter le patrimoine forestier national... Les efforts de reboisement confiés par l'Etat à un organisme national, la SODEFOR (Société de Développement des Plantations Forestières) sont estimés en moyenne à 4.500 ha par an face à un taux de déboisement qui a été de l'ordre de 300.000 ha par an.

Djibouti

9. Nous sommes conscients que les programmes et projets d'action proposés au titre de la Convention ne pourraient pas aboutir dans l'absence des stratégies visant à leur mise au point. Stratégie qui doivent comprendre des approches participatoires impliquant non seulement les collectivités locales dans les régions

touchées mais aussi la Communauté internationale en sa qualité de bailleur de fonds et de conseiller technique. Cela pourrait préparer le chemin pour la mise en place de mécanismes de coordination à tous les niveaux, ce qui conduira au développement durable.

Eritrea

10. My country will work hard to make the Convention a success. Despite its meagre resources, it has already began implementing plans to tackle this serious issue of desertification and is working closely with it neighbours.

Ethiopia

11. To this end, we have established the Ministry of Natural Resources Development and Environmental Protection as well as the National Conservation Strategy to embody the policies and strategies towards the sustainable use of our natural resources and our environment. We also have started the implementation phase of the Ethiopian Forestry Action Programme as a component of the National Conservation Strategy.

We are active members of the Intergovernmental Authority on Drought and Development (IGADD) which, among others, aims at the preparation of a Subregional Action Programme. Thus, we look forward to the development of joint programmes with our immediate neighbours. Commensurate with our commitment and degree of involvement, comparable levels of funding, as part of the bilateral and international systems of funding, is imperative to make the action programmes fruitful.

Gambia

12. We in the Gambia are presently implementing an environmental action plan that was produced through a holistic and multi sectoral consultative process. Since this plan was evolved through a bottom-up approach which is akin to the participation orientation of this Convention and to the proposed procedures for the establishment of a national forum to coordinate the formulation and implementation of the national action programme, we have the relevant experience and policy framework. Consequently, we have identified a repertoire of 12 projects proposals which we believe will qualify for consideration under the resolution on urgent action for Africa interim programme until the Convention comes into force. Five of these proposals have been taken from the existing Gambia Environmental Action Plan (GEAP) and the other seven have been specially prepared in response to the overture of the resolution on the urgent action for Africa.

Guinée-Bissau

13. Je suis néanmoins conscient qu'au delà du symbolisme historique de cet acte, se dessine toute une responsabilité, tout un engagement, au nom des enfants, des femmes et des hommes de la Guinée-Bissau, indépendamment de leurs conditions sociale ou professionnelle, de faire en sorte que, la mise en application des dispositifs arrêtés pour la Convention puisse aller à la rencontre de leurs expectatives légitimes, au bonheur et au bien-être, dans le cadre d'un développement durable.

Kenya

14. For the Convention to be effective, there is need to sensitize not only the policy makers, but more so the people in general for they constitute the major stake holders. Kenya initiated this process by organizing a National Workshop for policy makers in August ... Represented in the workshop were government ministries and departments, universities and NGOs. While there is still need to reach a wider audience of this nature, there is need, however, to target more the local communities at the grass-roots level. The financial resources necessary for such an undertaking, however, pose a major constraint... Kenya has also taken steps to evolving a range of action programmes consistent with the objectives of this Convention. These have been identified under the on-going National Environment Action Plan (NEAP) process.

Kenya participated in the IGADD high level policy makers Subregional Workshop that was recently held in Khartoum, the aim of which was to pave the way for signing and subsequent early ratification of this Convention, to agree on the activities and to set up a time frame for action, to exchange views on a framework action programme and strategies for the implementation of the Convention. A number of recommendations were made during this very important workshop, but in particular the member States of IGADD agreed that IGADD should play a central role in the preparation of sub-regional action programmes, as well as support the member States in their preparation of national action programmes and in this regard, they should review and intensify its efforts in institutionalizing its relationship with the developed Country Parties and multilateral organizations.

Libya

15. Et nous considérons que cette Convention est le premier outil international de lutte contre le fléau commun qui menace l'équilibre de l'environnement qui intéresse la vie de millions d'être humains... Il s'avère, de ce bref exposé à tous, que mon pays a déployé le maximum de ses efforts et a donné une grande importance, 25 années durant pour lutter contre des facteurs naturels rigoureux, dont les sécheresses, la rareté des précipitations et la limite des ressources naturelles (eaux et sols) sur sa grande étendue et a investi les sommes qui ont atteint les 15 milliards de dollars en plus du coût du Grand Fleuve artificiel dans ses différentes phases.

Lesotho

16. We in Lesotho look forward to working closely with you at the national level. I need take this opportunity to mention that preparations are advanced for creating an enabling environment for devolution of powers to the local community so that they can manage and have full control over their resources. This entails formulation of a more responsive system of local governance, local financial systems and community control over their property.

Madagascar

17. Des mesures ont été prises au niveau national, consacrées par l'établissement d'un commissariat général au développement intégré du sud... Des programmes axés sur les ressources hydriques, sur l'aménagement agricole, sur le domaine microhydraulique, et sur la restauration des zones touchées par la dégradation sont actuellement mis en oeuvre notamment avec le concours de l'UNICEF, du FIDA, du FED,

du PNUE et d'autres institutions et pays donateurs... Madagascar entend renforcer cette coopération internationale dans le cadre de la mise en oeuvre de la Convention et en appelle à la solidarité des états développés pour une solution intégrée de la sécheresse et de la désertification.

Morroco

18. Et enfin le plan national de lutte contre la désertification qui sera actualisé parallèlement à la mise en oeuvre de la Convention que nous signerons au cours de cette cérémonie. Le Comité national de lutte contre la désertification qui a été crée au sein du Conseil national de l'environnement jouera un rôle décisif dans l'actualisation du Plan national et le suivi de sa mise en oeuvre. Il contribuera à dynamiser et à renforcer les actions nombreuses, déjà entreprises dans le domaine du reboisement, des aménagements pastoraux et des bassins versants... Le renforcement de ce programme et son élargissement, la valorisation de l'expérience accumulée constitueront une priorité à l'avenir, pour notre pays.

Mali

19. A partir d'une approche de consolidation et d'amélioration des résultats et expériences acquis par notre pays en matière de lutte contre la désertification, nous envisageons d'entreprendre dès à présent; l'information et la sensibilisation sur les enjeux de la Convention de tous les départements ministériels, les partenaires au développement, les représentants des ONG et les populations. Récemment, soucieux de la prise en compte des autres aspects de la problématique environnementale, le Gouvernement s'est engagé dans la préparation d'un Plan National d'Action Environnementale (PNAE) dont l'exécution est assurée par les organes suivants: un Comité interministériel qui est l'autorité politique composé des ministres les plus concernés par les questions environnementales. Il est chargé du pilotage du PNAE; un Comité consultatif, organe de concertation et d'échanges d'informations qui appuie l'élaboration du PNAE; un Secrétariat permanent chargé de la coordination et l'animation des groupes thématiques de travail.

Etant donné la parfaite convergence tant sur les objectifs que sur les thèmes traités, sur les méthodologies, le souci commun d'une approche participative, il a été arrêté d'organiser un atelier unique de lancement dont les préoccupations majeures porteront, d'une part, sur la lutte contre la désertification et l'atténuation des effets de la sécheresse selon l'esprit de la Convention, et d'autre part, sur les autres aspects de la problématique environnementale. La démarche entreprise a été appuyée et encouragée par les principaux partenaires du Mali, invites par le Gouvernement a la réunion tenue a Bamako les 5 et 6 Octobre 1994.

Niger

20. Pour un pays sahélien comme le nôtre, la mise en oeuvre de la Convention sur la lutte contre la désertification constitue une priorité nationale. Eu égard aux résolutions sur les dispositions transitoires et les mesures à prendre d'urgence pour l'Afrique, mon Gouvernement a déjà entrepris plusieurs actions notamment la préparation d'un programme d'urgence et d'un programme d'action national sous la dénomination de Programme Cadre National en matière d'Environnement et de Développement Durable (P.CNEDD)... Dans le cadre des démarches pour l'élaboration de ces programmes, des contacts ont été pris avec les différents partenaires de coopération.

A ce titre nous envisageons d'organiser courant deuxième quinzaine de Novembre un atelier national pour engager les différents acteurs, structures de l'Etat, ONG, associations, institutions diverses, partenaires de coopération au processus d'élaboration du Programme cadre national en matière d'environnement et de développement durable... Les réflexions sur la mise en oeuvre d'un fonds national et d'une structure chargée de sa gestion seront poursuivies pour une concrétisation dans les meilleurs délais... Ainsi, pendant la phase transitoire précédant l'entrée en vigueur de la Convention, nous nous attelerons à l'élaboration du Programme Cadre National en matière d'Environnement et de Développement Durable et la sensibilisation et information du public notamment sur la Convention et l'Agenda 21.

Namibia

21. The recognition that a broader, long term and integrated approach is necessary led to the first National Workshop on Desertification in July 1994, the establishment of Namibia's Programme to Combat Desertification (NAPCOD), and elaboration of Namibia's policy to combat desertification. Given the attention being paid to the problem of desertification by so many actors in Namibia, it is particularly appropriate for Namibia to be signing the international Convention now. With a national programme established, and component programmes on going, Namibia already meets virtually all the requirement of the Convention. We anticipate fruitful interaction between our national programme and the international community involved in this Convention.

Senegal

22. Le Sénégal est encore plus engagé aujourd'hui qu'hier. Tirant les leçons de l'expérience notre pays a décidé résolument de mettre en oeuvre une stratégie de lutte contre la désertification qui s'appuie sur les populations à la base, les groupements communautaires et les ONG et un effort national plus soutenu et une coordination plus active sur le plan régional et sous régional notamment avec les autres pays membres du CILSS... Cette approche participative et itérative pour la résolution des problèmes de désertification sera mise en oeuvre pour l'élaboration et l'exécution de notre Programme national d'action que le PNUD et le CIND ont bien voulu accepter d'appuyer et qui bénéficie déjà de l'intérêt de plusieurs autres partenaires multilatéraux et bilatéraux.

Sudan

23. During the preparations of this Convention Sudan has prepared a new five year programme, which was submitted to the INCD. With regard to the interim period of the Convention, the activities of the ministry and its units are directed towards the elaboration and refinement of the five year programme depending on the recently reached scientific studies' findings, that were based on the GIS installed within the NDDU. Also the refinement of the Sudan National case study will be carried out. Towards the end of this year a National Conference on Desertification in the Sudan will be held to raise public awareness and to highlight the Convention itself.

Tanzania

24. The development of an approach that departs from the traditional solution which, in our case, is limited to mere tree planting, to an integrated system is imperative. We realise now that we need an approach that emphasizes community

involvement and participation in project planning and implementation, integrated resource management, consideration of socio-economic and cultural situations, and introduction and adoption of new ideas proven to work elsewhere.

Uganda

25. Uganda, for her part, concluded the Natural Environment Action Plan (NEAP) which provides a national policy framework to address environment concerns. We also undertook a case study in the area of desertification. We are now finalizing preparation of specific project profiles drawn from priority areas in the case study. The project profiles clearly define our own contribution towards their implementation as well as the additionality in resources necessary from donors and the international community to support our endeavours.

We remain committed to IGADD efforts to address the problem of desertification in our subregion and have participated actively in various IGADD consultations to elaborate subregional projects on desertification. We appeal to the interactional community to support our subregional and regional efforts.

Zambia

26. The subregional programmes under the Southern African Development Community (SADC), such as the Kalahari Namib Region Plan of Action and the Zambia Forestry Action Plan, have been established ... , Zambia recognized the imperative necessity of governments of affected member State Parties to find new and innovative ways to mobilize domestic resources and introduce institutional reforms in order to enhance the implementation of the Convention as a priority national responsibility.

African Development Bank (ADB)

27. J'ai plaisir à affirmer que la Banque africaine de développement prendra une part active à ces efforts, en accord avec le rôle important qui lui est dévolu aux termes de la Convention ... Grâce à une série d'activités intégrées, la Banque portera une attention particulière aux domaines clés suivants: amélioration de l'environnement économique national afin de consolider les programmes destinés à éradiquer la pauvreté et à assurer la sécurité alimentaire, développement durable des ressources naturelles, développement et utilisation efficaces de diverses sources d'énergie, mise en place de cadres juridiques et institutionnels, renforcement des capacités d'évaluation et d'observation systématiques et programme d'éducation et de sensibilisation.

Je suis heureux de vous informer que la Banque africaine de développement a déjà indiqué à titre officieux au Secrétariat du Comité intergouvernemental de négociations sa volonté de restructurer certains de ses programmes environnementaux actuels pour qu'ils rendent mieux compte des objectifs et principes de la Convention. Dans le souci de se conformer à ces principes, la Banque est également disposée à se pencher sérieusement sur le financement d'études pouvant contribuer à la définition d'approches pour la mise en application de la Convention sur le continent. En outre, la Banque, en collaboration avec le PNUD, a commencé à explorer avec le Bureau des Nations Unies pour la Région Soudano-Sahélienne (BNUS) les possibilités d'aider les pays africains à élaborer des programmes nationaux et sous- régionaux de lutte contre la sécheresse et la désertification, comme le prévoient les dispositions et les différents instruments relevant de la Convention.

Economic Commission for Africa (ECA)

28. Our next task is to embark on a vigorous campaign of sensitization to promote the ratification of the Convention by the largest and indeed all countries in the shortest possible time. ECA is committed to supporting this process and mobilizing all efforts to its early completion ... , there is a need for a regional coordinating body. ECA with the support of its five subregional Multinational Programme Operational Centres (MULPOCs) and its thirty sponsored specialized institutions is well equipped for such a task. In the months to come, the UNECA will continue its efforts, in cooperation with others, to provide assistance to the member States in their measures to speedily ratify the Convention.

Intergovernmental Authority on Drought
and Development (IGADD)

29. L'IGADD considère la signature de la présente Convention, les Etats membres de l'IGADD ont confié au Secrétariat de celle-ci la tâche consistant à lancer des mécanismes permettant l'harmonisation des programmes d'action tant à l'échelle nationale que sous-régionale et à entreprendre également des travaux concernant le renforcement des capacités, des mécanismes institutionnels, les cadres juridiques et la sensibilisation du public.

Organization of African Unity (OAU)

30. l'OUA encouragera ses états membres à mettre en place des mécanismes appropriés tendant à ce que le bénéfice de la Convention se traduise le plus directement possible dans le vécu quotidien des populations. C'est là un défi nécessaire à relever qui implique en outre, une campagne de sensibilisation à travers des ateliers et des séminaires.

Il s'agira tout particulièrement avec les organismes sous régionaux suivants: CILSS, IGADD, UMA, CEAL, ZEP, SADEC, et avec l'appui du Secrétariat conjoint de prendre des mesures spécifiques en vue de permettre la ratification rapide de la Convention; aider les pays à mettre au point de nouvelles stratégies pour la mobilisation de ressources aux niveaux régional et sous régional. A cet égard, l'OUA en collaboration avec la Banque Africaine de Développement et d'autres membres de notre Secrétariat conjoint, notamment l'UNSO et le PNUE de même que toute autre institution internationale intéressée, étudiera les modalités à suivre pour aider efficacement les organismes sous régionaux s'occupant des problèmes de sécheresse et de désertification.

B. Developed countries and organizations

Australia

31. To reinforce action already being taken, Australia is preparing a national strategy for rangeland management to complement the decade of land care plan.

I am pleased today to announce a special contribution by the Australian Government as part of the urgent action for Africa programme. There are three parts to this contribution: First Australia will contribute up to A$250'000 over several years for the provision of Australian consultancy services in combatting desertification.

We are exploring with the United Nations Development Programme and its Sahelian Office an appropriate mechanism for disbursement. This money will be available to African States for technical assistance and advice in setting up their national action programmes.

In addition, Australia plans to undertake, through its Bureau of Meteorology, a joint feasibility study with the World Meteorological Organization for the establishment of an network linking the two drought monitoring centres in Nairobi and Harare with the African Centre of Meteorological Applications for Development in Niamey. Finally, Australia is investigating means of initiating a research programme on the ecological problems facing arid and semi-arid regions. The aim is to produce a set of principles to guide the development of national action programmes for specific countries.

Canada

32. Over the next five years, we plan to invest $100 million, within our existing budgetary envelopes for international cooperation, on initiatives that deal with the problem of desertification in Africa, especially West Africa. The proposed activities will centre around support to policy development and coordination such as policies that address land tenure, the management of natural resources, with particular emphasis on integrated water resources management and support for decentralization-- to allow the people to manage their own environment. Through this type of support, I am convinced that Canada can make a significant contribution to the practical application of the Convention and to the battle against desertification.

We all realize the magnitude of the problems and the need to act quickly. To show our support for Africa and to begin acting on activities outlined in the Convention, Canada will focus on national and subregional programmes in West Africa... The Canadian International Development Agency will allocate $4 million to support urgent, short-term initiatives undertaken by our African partners under the umbrella of the "Resolution on Urgent Action for Africa." To this end, the Agency will pursue capacity-building activities to strengthen the role of the Intergovernmental Committee for Drought Control in the Sahel (CILSS) within the region. The Agency also plans to support the development of national action programmes in selected West African countries, in concert with other donor partners.

In addition, the International Development Research Centre plans to contribute $2 million over the next two years. This amount will be used, first of all, to help the countries affected develop national action plans, through research into land ownership and societal know-how and also through the development of social and environmental indicators, with a view to evaluating and adapting regional action programmes. Secondly, the Centre's contribution will be used to encourage participation of all sectors, at all levels, in the design, development, and implementation of programmes. Thirdly, the Centre will help establish an integrated information network.

Denmark

33. Following the United Nations Conference on Environment and Development in 1992, the Danish Parliament decided, in compliance with the call from Rio for new and additional financial resources to international cooperation activities in the field of environment and development, to establish a new fund for international

environment and emergency assistance. Over and above the one percent of our Gross National Product (GNP) currently provided as official development assistant, the target is to allocate through new funds an additional one half percent of our GNP to such assistance in the year 2004. Already for the next fiscal year more that 200 million USD will be allocated for this purpose.

With regards to Denmark's bilateral cooperation, the new strategy implies a concentration of Danish activities on 20 programme countries. Thirteen of these are in Africa namely: Benin, Burkina Faso, Egypt, Eritrea, Ethiopia, Ghana, Kenya, Mozambique, Niger, Tanzania, Uganda, Zambia and Zimbabwe... The process of selecting sectors and drawing up country strategies has only recently started. However, support for soil conservation and other natural resource management activities will be considered in programme countries facing drought and desertification.

European Union

34. Within the community of donor countries, the European Union has since long been responsible for approximately fifty per cent of the global development cooperation. With regard to Africa this percentage is even higher. Even now considerable funds have been assigned to combat desertification. The funds allocated for this purpose according to the Lome Convention III and IV in 1992 alone amounted to 7.6 billion US dollars. Since then another 434 million US dollars has been promised to be made available from Commission programmes for desertification schemes and forest and rural development programmes.

France

35. Aux bailleurs de fond, la Convention donne la possibilité de mieux coordonner leurs interventions et d'agir en véritables partenaires des Etats affectés... La France, pour sa part, fera de l'application de la Convention une priorité de sa coopération, en particulier dans les pays du Sahel. Elle sera attentive aux initiatives locales et soutiendra, à votre demande, l'élaboration de plans d'action nationaux. Elle appuiera les projets favorisant la mobilisation des populations pour la gestion des ressources naturelles. Elle développera son soutien aux initiatives d'organisation villageoise des ressources en eau. Elle s'attachera à réduire les effets de la désertification sur les populations les plus démunies, et soutiendra des actions en faveur des populations nomades, particulièrement touchées. La France lancera en 1995 un nouveau programme dans le domaine des énergies renouvelables en Afrique dont l'objectif est de réduire l'impact de la consommation énergétique domestique sur les ressources forestières.

Sur l'ensemble de ces actions de lutte contre la désertification, la France consacre annuellement 1 milliard de francs... Il faut y ajouter notre participation au Fonds pour l'Environnement Mondial récemment reconstitué, qui pourra participer à la lutte contre la désertification au travers des implications de celle-ci sur l'environnement global, c'est-à-dire l'effet de serre et la biodiversité. . Nous avons choisi de plus de consacrer 440 millions de Francs supplémentaires dans des actions bilatérales pour financer des projets répondant aux objectifs du Fonds pour l'Environnement Mondial et nous veillerons dans ce cadre aussi à ce que la lutte contre la désertification soit bien prise en compte.

Germany

36. In order to start national action programmes as soon as possible, the German Government will make available an additional 5 million deutschmarks (DM) for technical cooperation in ... 1994. These funds are designed to support in a flexible way the elaboration of national action programmes and the coordination of the donor countries in order to promote speedy implementation... For current projects and programmes with relevance to the Convention, 1.835 billion DM have been made available globally within the framework of bilateral German development cooperation. This sum however only contains part of the measures provided for by the Convention for national action programmes...May I assure you on behalf of the German Government that in future too it will be the technical and financial cooperation for the implementation of the Convention which will form the core of our support, in particular for Africa.

Greece

37. Greece as an affected country, as a donor and as a member of the European Union, which provides the greatest financial and technical assistance to the developing world, will not spare every possible effort to implement the Convention... Domestically we are now mobilizing all interested parties and have started formulating our " National Action Programme", to be later incorporated in the " Northern Mediterranean Regional Action Plan."

Ireland

38. Ireland's Aid Programme is to a large extent focused on Africa and includes a number of countries severely affected by drought and desertification. It attaches paramount importance to efforts for alleviation of poverty and gives due attention to environmental considerations, to the role of women in development and to the need for active participation of local communities in the development process. In our aid programme, we also place considerable emphasis on projects for sustainable land use, including reafforestations and rehabilitation of water supply. All of these factors are relevant to combatting desertification.

Italy

39. Le problème de la désertification est depuis longtemps une priorité de la Coopération au développement de l'Italie. Les programmes appuyés par l'Italie et ayant directement trait à la lutte contre la désertification, telle que définie par la Convention, ont reçu, dans les ... années (1991-1993), des financements de l'ordre de 110 millions de dollars. Les dépenses actuellement programmées jusqu'à la fin de l'année 1995 se montent à environ 42 millions de dollars. Une communication détaillée sur les programmes en cours où déjà approuvés sera faite incessamment au Secrétariat... A la lumière des travaux internationaux qui ont été faits, notamment depuis la Conférence de Rio et pour les négociations de la présente Convention, nous entendons mener une réflexion approfondie d'ensemble sur l'efficacité des programmes auxquels nous participons.

Japan

40. My Government continues to cooperate vigorously with the UNDP, the African Development Bank, and the World Bank, particularly in connection with the efforts to assist Sub-Saharan African countries. And it has announced a plan to increase its Official Development Assistance to developing countries, including African countries, for environmental projects to the level of about 7 to 7.7 billion dollars over the five years from 1992 through 1996, and for projects related to population and HIV/AIDS, to 3 billion dollars over the seven years from 1993 through 2000.

First, Japan is considering to strengthen dialogue with those countries affected by desertification and drought about the actual usefulness of the projects carried out with its Official Development Assistance for combatting desertification... Second, we will dispatch survey missions to countries severely affected by desertification or drought, particularly in Africa, to further clarify the needs in the field... Third, we will be actively involved in developing a coordinating mechanism to assist in the formulation of a programme of action to combat desertification in the most affected countries.

Norway

41. A special programme of long term development assistance for rehabilitation and development activities in drought affected countries in Africa started in 1986. In the period 1986-1993, disbursements totalled 200 million US dollars. We believe most activities under the programme correspond well with the basic approach of the Convention. We have planned to continue the programme on a high level next year. The allocation to the programme will be approximately 25 million dollars. During the interim period leading to the entry into force of the Convention, we will discuss with our partners in the programme whether reorientation of activities is called for to better address the specific objectives of the Convention. Furthermore, a dialogue with our partner countries and other donors takes into account the recommendation from the Convention... We intend to pursue long term assistance to dryland regions of Africa, with a special focus on the Horn of Africa and Mali.

Portugal

42. Concernant l'Annexe pour l'Afrique, région considérée comme prioritaire dans la Convention, pour laquelle des actions urgentes sont prévues, j'aimerais mentionner trois sous-régions avec lesquelles mon pays est intéressé à coopérer: le Maghreb, le Sahel et la SADC... Nous favorisons aussi la célébration d'accords de partenariat entre pays donateurs pour permettre que la coopération entre ces pays puisse produire meilleurs résultats dans les pays bénéficiaires. Mon pays souhaiterait voir une approche plus vigoureuse dans ce cadre... Du côté portugais, nous avons entrepris des efforts pour essayer d'aider un certain nombre de pays d'Afrique à faire face à ce problème si dramatique et nous sommes décidés à faire tout ce qui est en notre pouvoir afin de renforcer notre action concernant les pays moins avancés.

Sweden

43. La mise en oeuvre de la Convention sera cruciale. La Suède prendra une part active à ce travail et elle appelle les autres à faire de même. Tous les niveaux de la société doivent être engagés dans cet effort: les gouvernements, les

organismes des nations unies, les ONG, et ce n'est pas le moins important, les populations directement affectées.

Il sera nécessaire de revoir la coopération pour le développement dans des domaines tels que l'éradication de la pauvreté, la dégradation des sols et l'eau douce afin de mettre en oeuvre la Convention. Les organisations suédoises d'aide au développement ont engagé cette importante révision afin de permettre une ratification de la Convention par la Suède dans les meilleurs délais. Par ailleurs nous reverrons les priorités dans notre programme de coopération pour le développement afin d'être en mesure d'accroître nos activités en rapport avec la lutte contre la désertification.

Spain

44. Es por ello que para nosotros tiene especial importancia que las líneas de actuación a desarrollar en base a este acuerdo internacional tengan como principal destinatario las poblaciones y las personas afectadas, potenciando los esfuerzos necesarios en cuanto a educación ambiental, conservación de los sistemas tradicionales de explotación del medio, especial atención al papel de la mujer, mantenimiento de modos de vida tradicionales, y, en definitiva, otros avances en modelos de desarrollo sostenible.

En este sentido tengo que comunicar que mi gobierno ha incluido la redacción de un Programa nacional de lucha contra la Desertificación dentro de las líneas básicas de la Estrategia Nacional de Medio Ambiente... Es en este contexto y valorando estas circunstancias, que creemos que España presenta una posición privilegiada para albergar la sede de la futura Secretaría Permanente de Convenio, y pretendemos presentar nuestra candidatura en el momento oportuno.

Switzerland

45. Du côté Suisse, nous n'avons pas attendu la Convention pour nous engager dans la lutte contre la désertification. Surtout en Afrique sahélienne et en Asie, nous consacrons entre 10 et 15% de notre aide publique au développement à des programmes contribuant directement aux efforts entrepris par les populations, les ONG et les Gouvernements pour endiguer ce fléau. Nous maintiendrons cet effort bilatéral et nous nous engageons à soutenir, avec des moyens supplémentaires, le mécanisme financier prévu par la Convention, ainsi que des actions intérimaires sur la base de propositions concrètes.

Turkey

46. I am truly convinced that the Convention, which urges the Contracting Parties to prepare national plans, will provide, among others, the opportunity to assess our existing situation and to determine the next steps to be taken in a sustainable way. Let me take this opportunity to express Turkey's willingness to take all measures provided for in the Convention... Having considerable capacity and experience in reforestation programmes and erosion control, Turkey will be ready in implementing the Convention to provide technical assistance to those countries which so require.

United States of America (USA)

47. Lastly, we all know that the Negotiating Committee drafted a resolution for approval by the General Assembly calling for voluntary " urgent action" in Africa to support the implementation of the Convention in the year or more before it enters into force. Our Agency for International Development has identified approximately $500 million in current or planned projects which support the Convention in a variety of ways. It is our intention to draw on these resources, in consultation with African governments and with other donors, to support urgent action for Africa, and we appeal to all others to join this important effort.

United Kingdom

48. My government welcomes and applauds the way in which the governments of affected countries are addressing this challenge. We are ready to respond and support our partners where they take these first difficult steps towards the achievement of the objectives of the Convention... We are today distributing the details of our present, extensive support to projects and programmes in Africa, related to the Convention... My country has, since the adoption of the Convention provided funding to enable the UK's Natural Resources Institute to work with the UNDP on an investigation of desertification indicators and on preliminary work for a study on participatory approaches to planning. We shall also be producing a practical users guide to action by and with local communities under the Convention.

OECD/Club du Sahel

49. Through its ongoing dialogue with non member countries, especially developing countries affected by desertification, the OECD hopes to be able to make a useful contribution to implementing the Convention and carrying out the resolution on Urgent Action for Africa... The Club du Sahel and the OECD will seek to play a very active role in helping to mobilize resources and to foster these crucial partnerships, at country and subregional levels in Africa, as inclusive processes that bring all of the interested parties together... The Club du Sahel has for 18 years had a special relationship with the CILSS; we will be working with them closely, in order to immediately help facilitate the implementation of the "Urgent Action for Africa". Indeed we have already begun to work in this area, and where agreed, we will share this experience with other regional groupings in Africa.

C. Latin American and Asian countries

Brazil

50. La Convention est achevée, et c'est elle que le Brésil vient de signer. Nous signons parce que nous sommes un pays sérieusement affecté par la désertification et parce que nous croyons que la coopération internationale qu'elle permettra sera utile chaque fois qu'une action interviendra pour lutter contre la désertification et vers une vie plus digne pour nos populations touchées par le phénomène. Nous relevons donc dans la Convention une série d'aspects positifs à partir desquels nous voulons construire une coopération qui puisse contribuer à l'allégement de la souffrance de tant de millions d'êtres humains.

China

51. The Chinese Government has established the China National Committee to implement the United Nation Convention to Combat Desertification with its secretariat in the Ministry of Forestry. The Chinese Government also decided to set up the Desertification Monitoring Centre concurrently to collect the macro dynamic information and data for scientific combatting of desertification. In addition, according to the requirements of the national economy and the social development planning and the physical conditions of combatting desertification, China has prepared the National Combatting Desertification Plan and listed it in China's Agenda 21... The Chinese Government will further cooperate and exchange with the concerned countries and international organizations and is ready to strengthen contacts with the Secretariat of the Convention during the implementing process and make due contributions to combatting the global desertification.

Colombia

52. La Convención, como su nombre lo indica, hace particular énfasis en Africa y esto es correcto, dado que es allí donde se encuentran los problemas mas acuciantes de desertificacion. Deberemos, sin embargo, tener en cuenta también los problemas que se presentan en las otras regiones, tal como quedo definido en los anexos regionales.

Los países afectados por la desertificacion, al ratificar esta Convención, se comprometen a dar prioridad a este problema, a través de planes y políticas, destinando los recursos necesarios para su implementación. En este sentido, deberán elaborar planes de acción centrados en las medidas preventivas y la participación comunitaria, teniendo en cuenta las condiciones socio-económicas, biológicas y geofísicas. Debemos evitar que este compromiso se convierta en una carga adicional para los países afectados. En esta labor deberá colaborar toda comunidad internacional, ya que se trata de un problema que nos concierne a todos y al futuro del planeta.

Haïti

53. Comme vous pouvez le penser le processus de la désertification en Haïti pose cruellement le problème de la survie même du pays et de la société. D'où tout l'intérêt que le Gouvernement haïtien apporte à cette Convention... Cela dit, la lutte contre la désertification et pour l'atténuation des effets de la sécheresse implique également une orientation d'ordre politique; car cette lutte, pour être efficace exige une réelle volonté de vaincre et un certain sens de responsabilité et de dialogue de la part aussi bien des gouvernements que des instances concernées de la société civile.

India

54. We have, over the years, initiated a variety of programmes to deal with these problems, to help conserve water and soil, to plant trees and preserve forests. Our afforestation effort alone is of the order of two million hectares annually. We have met with considerable success in our efforts, but these have been limited by the financial resources at our command... On our part, we in India are eager to share our technological expertise with our African brothers and sisters and cooperate with them and fellow Southern countries in the fight against the marching sands.

Iran

55. At present, the high Council on the Environment which is chaired by Honourable the President of IRAN, the National Committee for Elaboration of the Strategy for Sustainable Development, the Ministry of Jehade Sazandegi and the Organization for the Protection of the Environment supervise and implement various programmes which are directly or indirectly related to combatting desertification. We have also established a National Committee to Combat Desertification, which is now involved in formulating a national programme of action to combat desertification. This committee is responsible to coordinate all the combatting desertification programmes... Following negotiations between the Islamic Republic of Iran, ESCAP and UNEP experts, recently a Desertification Control Programme Office sponsored by ESCAP and UNEP has been established in Teheran. This Office is involved in the preparation of national action programme, research, training and extension on desertification control. I would like to announce here that the Islamic Republic of Iran wishes to share its experiences on desertification with other countries of the region through that Office.

Israel

56. The historic landmark in the relationship between Israel and the Palestinians, the peace treaty between Israel and Jordan that was initialled ... and ... will be signed ..., the ongoing multilateral negotiations and the unprecedented Conference ... in Casablanca ..., open new vistas for regional cooperation and partnership to devise ways and means to combat desertification and to have economic and social development. We can work together to advance regional projects in arid zone agricultural development, alternate sources of energy, and desalination technology. We can cooperate to establish a regional network of research and monitoring centres for combatting desertification, thus promoting the welfare of all inhabitants of our region... We are planning to convene in Israel in 1995 an international seminar on water management, co-sponsored by Israel and Japan. Furthermore, in November 1994, an International Workshop on Arid Land Crops will take place in Israel at Ben-Gurion University in the Negev.

Korea

57. My Government will set up and implement national action programmes for rehabilitating degraded areas and preserving the ecosystem. Recognizing that some neighbouring countries are affected by desertification, the Korean Government will also make a concerted effort to cope with desertification through bilateral, regional and multilateral cooperation.

Lebanon

58. Le Liban ...s'engage dans tout effort de solidarité internationale. Dans le cadre de la lutte contre la désertification, il le fait avec d'autant plus de conviction, que le phénomène au delà de sa globalité, touche tout particulièrement des régions et des pays qui lui sont chers, de par leur proximité, leur authenticité, et la générosité de l'accueil qu'ils ont réservé à des centaines de milliers d'émigrés libanais qui participent désormais dans l'effort de développement économique et social de ces pays... Le Liban qui renaît et qui se reconstruit s'y appliquera tout naturellement dans la limite de ses moyens.

Pakistan

59. Every inch of agricultural land is precious to us and, therefore, our commitment to the Convention rises out of our own immediate concerns as well as our efforts to work together with the international community to deal with this environmental problem that directly affects the lives of millions of human beings... The adoption of the Convention also reflects a tacit agreement that the African countries afflicted by these two problems require immediate attention. We stand by our brethren from Africa and sincerely hope that the implementation of the Convention will assist them in their efforts to alleviate some of their economic problems which are the direct result of those twin problems.

In Pakistan, we have attempted to undertake some remedial measures through reforestation projects and the construction of tube-wells. Within the context of our National Conservation Strategy and linking it with the Social Action Programme, vigorously pursued by the present Government, we have launched land reclamation projects to support displaced and impoverished families. The problem is large and the resources of the Government limited. We look forward to any additional resources that can strengthen our hands in carrying out our efforts in combatting the onslaught of desertification and land erosion.

Peru

60. Por tener clara conciencia de este problema, que deriva de causas naturales y humanas, el Peru fue el primer país de America Latina que elaboro un plan nacional de accion contra la desertificacion, el cual ha sido armonizado recientemente con los lineamientos fijados por esta convencion y con las directrices del programa de Naciones Unidas para el medio ambiente... En dicho plan, se atribuye especial importancia a proyectos que requieren la coordinacion de los sectores publico y privado, que asignan un rol central a la mujer y que implican la participacion de las poblaciones locales y de otros agentes sociales, tales como las organizaciones no gubernamentales, las universidades y los gremios... El Peru esta dando asi prueba de su voluntad politica y de su disposicion a asignar recursos importantes a la lucha contra la desertificacion y la sequia.

Philippines

61. We are signing not because we expect the Convention to grant our people financial aid, but because our signing manifests our solidarity with other countries. We sign to pledge solidarity and collaboration. This is the essence of international cooperation.

Syria

62. Syria has initiated important action in diverse environmental and developmental fields in cooperation with international programmes. Those efforts have been accompanied by the passing of legislation for the protection and development of the environment. In addition, Syria has important programmes in the areas of agricultural development, protection of soils from erosion and salinization, and expansion of plant cover, including reforestation and afforestation.

D. International organizations

United Nations
(Secretary General's Statement delivered
by Mr. Federico Mayor)

63. J'ai eu moi-même l'occasion de souligner, dans "l'Agenda pour le développement" que je viens de soumettre à la réflexion de l'Assemblée générale, combien la paix, l'économie, l'environnement, la justice sociale et la démocratie, sont les piliers de toute politique internationale en faveur du développement. C'est cette interdépendance et cet effort général de mobilisation que l'on retrouve présents à toutes les lignes de la Convention. Il est, en effet, nécessaire de consulter et de mobiliser tous les acteurs de la lutte contre la désertification, aux niveaux local, national, sous-régional, régional et international.

Je voudrais enfin lancer un appel à la Communauté internationale pour qu'un soutien financier réel soit accordé à la mise en oeuvre de cette Convention. Les pays développés, la Banque Mondiale, le Fonds Mondial pour l'environnement, les banques régionales de développement, tous doivent participer à cette action...Pour ma part, je peux vous assurer que l'Organisation des Nations Unies ne ménagera pas ses efforts.

Agence de Coopération Culturelle et Technique (ACCT)

64. Les pays francophones ont ainsi bien avant Rio, pris l'engagement de travailler, dans le respect de leur diversité culturelle: pour l'affirmation du droit des citoyens à bénéficier d'un environnement de qualité; pour la participation des populations aux processus de prise de décision; et pour l'exploitation des ressources renouvelables selon des pratiques et des normes qui en assurent la pérennité.

Sur ces bases, les pays francophones ont contribué efficacement aux négociations lors de la conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement et aujourd'hui, je crois qu'il peuvent avoir un sentiment légitime de fierté car si cette Convention a abouti, c'est grâce, au moins en partie, à la détermination de leur solidarité.

International Fund for Agricultural Development (IFAD)

65. In June I pledged IFAD's support for the Convention, and I would like to reiterate and expand upon that commitment today. I pledge that IFAD will continue to focus on the critical relation between poverty and resource degradation, and that its operations will be within the Convention framework. Our investment programme, focused on delivering resource directly to the local level, will continue. In addition, in order to help the Convention framework to become an operational reality, IFAD will immediately assist the preparatory stages through financial support from our Special Programme to the formulation of Regional and National Action Plans in Africa. Furthermore, in order that these plans maintain a clear focus upon the nexus between poverty and resource degradation, we are considering means of directly assisting the Interim Secretariat in its backstopping of the preparations of the Action Plan while continuing to put IFAD's experience and capacity at the disposal of those wishing to channel more resources to the front line of resource conservation, that is, resource conservation among and by the rural poor.

I am pleased to tell you that in support of the Convention, IFAD and FAO have committed themselves to full complementary on the technical and investment levels, jointly offering experience which has already been reflected in the Convention itself.

International Crops Research Institute
for Semi Arid Tropics (ICRISAT)

66. ICRISAT has been designated by the CGIAR as the convener of the Desert Margins Eco-regional Initiative. The objective in this initiative is to help arrest land degradation, primarily in Sub-Saharan Africa, by promoting improved and innovative technologies that integrate effective soil nutrient management strategies with improved soil and water conservation techniques that are ecologically sound, economically viable and socially acceptable to farmers in the marginal rair fed areas of Sub-Saharan Africa.

A workshop to plan the Desert Margins Initiative is scheduled in Nairobi in late January, 1995. It will involve NGO's, national research and development agencies, regional and international organizations... These Eco-regional Initiatives involve the international research centres as catalysts in facilitating scientific synergies and spillovers among local, national, regional and international agencies. This CGIAR Centres stand ready to continue to catalyze and participate in these and other initiatives that emerge from the successful negotiation of the Convention.

Islamic Development Bank

67. La poursuite de cette action est inscrite dans ses priorités, elle est prête à participer à l'action internationale dans ce domaine, en étroite coopération avec les autres institutions financières internationales et selon les programmes élaborés par ses états membres.

Food and Agricultural Organization (FAO)

68. Food security and sustainable rural development, particularly in the poorest countries, which are also those most affected by drought and desertification, lie at the heart of the mandate entrusted to FAO by its founding fathers. The Organization is thus particularly committed to the implementation of the Convention. It will do its utmost to contribute to the fullest possible extent, in accordance with the Convention's provisions, annexes, and resolution on Urgent Action for Africa. FAO stands ready to offer the affected countries its expertize and years of experience in integrated development in drylands and in combatting desertification, gained in the course of the many national and international projects and programmes in which FAO has served its member nations... Having provided active support throughout the negotiations, FAO, in cooperation with the Secretariat, countries and organizations concerned, has launched a participatory process to formulate concrete action in Sudano-Sahelian Africa.

This is only the beginning. FAO shall continue, upon the request of the affected countries, to mobilize its technical capacity in partnership with the other institutions concerned. With its own resources, which, though limited, do have a catalytic role to play, and through its Investment Centre, FAO intends to strengthen the multiplier effect of its work in cooperation with its usual financial partners, particularly the World Bank, the UNDP and the IFAD, with which it shares common objectives and the domains of rural development and food security.

United Nations Environment Programme (UNEP)

69. UNEP has been proud to be part of this process. We are a very small organization, yet we have contributed over 1 million dollars in various ways over the past 18 months. You can be assured of our continuing support in encouraging the early ratification and implementation of this Convention... We are catalysts and we plan to focus on doing what we do best: advising, supporting, encouraging, even provoking effective responses by those who are empowered and have resources to take action.

Our first priority is to inform. This Convention is not yet well known or understood by those outside the circle of negotiations. We are in the business of information and we will focus on raising public awareness of the global importance of this issue. This requires effective marshalling of the best scientific information that is available and the dissemination of the key conclusions of this in easily understandable, but technically accurate, form. There is much more to be done... Since June, demand for our support, both financial and technical has increased significantly. We have responded and, as the process of preparing the Convention moves into the next phase, we expect to focus our resources to a greater extent on the continually increasing level of activity in Africa.

United Nations Educational Scientific
and Cultural Organizations (UNESCO)

70. L'UNESCO ne manquera évidemment pas de prendre une part active à la mise en oeuvre de la Convention sur la lutte contre la désertification, en particulier en Afrique, à laquelle nous nous félicitons que ce texte reconnaisse la priorité. Conformément à son mandat, elle contribuera au renforcement des activités ayant trait aux domaines de l'éducation, de la recherche et de la diffusion de l'information scientifique et technique. Comme vous le savez sans doute, elle vient de lancer un projet de coopération interdisciplinaire et inter-institutions concernant l'éducation et l'information en matière d'environnement et de population, qui vise à promouvoir des approches novatrices en la matière, mais aussi à tirer parti des nouvelles connaissances scientifiques et techniques produites par les programmes de recherche sur le terrain. Cette initiative a déjà trouvé un écho favorable auprès du PNUE, du PNUD et de FNUAP et nous esperons y associer également la FAO et l'OMM afin de pouvoir bénéficier de leur expérience et de leurs compétences.

Nous continuerons, par ailleurs, à développer des projets interdisciplinaires de recherche, de formation et de démonstration appliqués à l'aménagement intégré des zones arides et semi-arides, approche qui a déjà fait ses preuves depuis plus de quarante ans. De tels projets, ainsi que d'autres activités complémentaires, seront poursuivis dans le cadre des programmes intergouvernementaux relatifs aux sciences de l'environnement tels que le Programme sur l'homme et la biosphère (MAB), le Programme hydrologique international (PMI) et le Programme international de corrélation géologique (PICG).

United Nations Development Programme (UNDP)

71. Nous avons déjà commencé à travailler au niveau des régions, sous régions et pays, de concert avec les gouvernements, agences des Nations Unies, organisations non gouvernementales et les communautés de base. Ceci pour permettre d'utiliser au mieux les ressources financières du PNUD afin d'aider à l'élaboration de programmes

d'action nationaux et régionaux à travers l'utilisation et le renforcement des capacités des pays concernés... Au sein même du PNUD, le Bureau des Nations Unies pour la Région Soudano-Sahelienne a été choisi comme chef de file de notre travail au niveau mondial sur la désertification et la gestion des zones arides. S'il est clair que l'Afrique reste prioritaire, nous utiliserons ce dispositif pour agir partout où la désertification constitue une menace pour la vie et la subsistance.

Par ailleurs, dans le contexte nouveau crée par la Convention, le PNUD et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) ont décidé d'intensifier leur collaboration, en prenant appui sur leur partenariat déjà en place, afin notamment de mobiliser les ressources nécessaires et de contribuer à la gestion durable des zones arides menacées par la désertification... Nous nous apprêtons également à contribuer au démarrage rapide de processus de préparation de plans d'action dans plusieurs pays. Nous estimons en effet essentiel d'agir vite si nous voulons assurer le plus vaste consensus possible autour de la préparation et la mise en oeuvre de ces plans... Nous allons aussi préparer une nouvelle initiative avec la Banque Africaine de Développement pour aider les pays d'Afrique à mettre en place le programme dont ce continent a un besoin urgent.

Dans les autres régions, nous allons mobiliser nos propres ressources ainsi que d'autres pour aider le travail préparatoire nécessaire dans chaque pays concerné. Pour ce faire, nos bureaux sur le terrain entreprendront avec les gouvernements et autres parties concernées les consultations qui s'imposent... Il va sans dire que nous poursuivrons également le travail entrepris avec les organismes bilatéraux et le noyau d'organisme des Nations Unies plus particulièrement concernés.

World Meteorological Organization (WMO)

72. Je souhaite d'abord attirer votre attention sur plusieurs sujets mentionnés dans la présente Convention, notamment dans les articles 16 à 19 qui intéressent l'OMM et les Services météorologiques et hydrologiques nationaux... Je tiens à vous assurer que l'OMM accepte cette responsabilité et que les mesures voulues seront prises en collaboration avec le Secrétariat du Comité intergouvernemental de négociation de la Convention sur la désertification et les autres organisations concernées.

Ensuite, pour ce qui est des dispositions de la Convention, j'ai l'honneur de vous annoncer que l'OMM prépare actuellement une étude sur la disponibilité et la gestion durable des ressources en eau de certains cours d'eau et lacs sélectionnés, représentatifs des zones sèches de différentes régions du monde... l'OMM continuera d'aider ses membres à améliorer et à élargir leurs réseaux nationaux de surveillance de la sécheresse et à renforcer leurs capacités d'analyse, de traitement et d'échange des données climatiques. La création par l'OMM, en collaboration avec la Banque mondiale, du Système mondial d'observation du cycle hydrologique (WHYCOS) aura le même objet en ce qui concerne la disponibilité des données hydrologiques nécessaires.

Nous prévoyons de continuer à renforcer les capacités régionales de résoudre les problèmes liés aux activités d'exploitation et de recherche dans des domaines tels que les incidences et les causes de la sécheresse, les alertes précoces en cas de sécheresse et les prévisions climatiques à longue échéance. En Afrique, par exemple, les résultats de ces opérations serviront aux activités des centres de suivi de la sécheresse d'Harare et de Nairobi, du Centre AGRHYMET de Niamey et du Centre Africain pour les applications de la météorologie au développement (ACMAD), établi à Niamey, à des fins d'exploitation.

World Bank

73. What, we want to do is to integrate desertification concerns in main stream development work and the elements of that strategy include support in national environmental planning, building local capacities in affected countries, responding to investment provisions that are based on lessons learned, best practices and working with the people including beneficiaries and NGOs. At the analytical level, it means better economic, social and environmental analyses. But also, since desertification is about people, it means integrating the social and cultural dimensions of development, recognizing the special role of women, dealing with capacity building, training, institutional development, and applied research.

At present, we are already planning at least in the next three years for an additional 2 billion dollars worth of investments, in our environment portfolio, including 48 projects, 52% of them in Africa. Because of the multidimensional nature of desertification problems, facing many developing countries, actions need to be taken on several fronts. In addition to the direct investment programmes, the strategy includes regional and thematic initiatives aimed at providing more understanding of the problems and targeting special areas. Examples of these initiatives include the Sahelian operational review, the desertification initiative for the Middle East and North Africa associated with the Middle East peace process, and the Aral Sea basin programme for Central Asia.

The World Bank sees its contribution to the implementation of the Convention through an array of instruments that it has to work with governments, from national policy dialogue to sectoral and micropolicy to investment decisions to assistance in implementation. In all of this we consider ourselves the partners of our member States and we want to work with them closely in addressing this challenge in its environmental, economic, social and human dimensions.